

Redevances: La colère de Claude Lelaie

Paradoxe de notre société, à l'heure où l'industrie aéronautique française célèbre la réussite de l'A380, du Falcon 7X ou du Tigre, l'ensemble des acteurs de l'aviation générale, à savoir celle qui n'est pas commerciale, lancent un cri d'alarme.

Cette semaine, au salon du Bourget, constructeurs, opérateurs, écoles de pilotage et fédérations ont vivement dénoncé, le projet de redevances de la Direction Générale de l'Aviation Civile, qui cherche désespérément de l'argent pour continuer à assurer son train de vie. Or si elles sont appliquées, ces nouvelles redevances conduiront tout simplement à la mort de cette aviation. Tout un symbole, c'est Claude Lelaie, Directeur des essais en vol d'Airbus qui, avant-hier, est monté au créneau.

«Cette proposition de modifications des redevances de la DGAC, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Ce secteur est déjà surtaxé. Et là, trop c'est trop, il faut arrêter».

Quand il n'est pas aux commandes de l'A380, Claude Lelaie, pilote aussi des avions plus petits. Heureux propriétaire d'un TB20, il sait que l'aviation légère forme les pilotes de demain et qu'elle joue un rôle déterminant dans la motivation des jeunes.

«Aujourd'hui, ça ne vaut pas le coup de se former en France. On a tout intérêt à partir à l'étranger. Le résultat, c'est que l'Etat n'encaisse pas les taxes sur le carburant, les écoles coulent, on supprime des emplois, si l'Etat persiste l'aviation générale va mourir à petit feu et on va former les pilotes du transport commercial à l'étranger et puis dans les bureaux d'études on va avoir des gens qui seront moins motivés parce qu'ils auront moins accès aux avions».

Aujourd'hui, poursuit Claude Lelaie, les taxes pour l'aviation générale sont six fois plus élevées que chez Air France. Les professionnels du secteur ne demandent de faveur, mais simplement une égalité de traitement.

«On ne veut surtout pas recréer l'aviation populaire, il ne faut pas vivre avec des subventions mais il ne faut pas une taxation qui est totalement anormale aujourd'hui. Le système est vraiment absurde».

Espérons que les politiques feront preuve d'un peu de bon sens car à terme, plusieurs milliers d'emplois pourraient être menacés.